

Réforme des retraites :

Discours à la tribune de
Damien Abad, Président du groupe



**Présentation de la motion de censure
des députés Les Républicains**



Merci monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les ministres

Mes chers collègues,

Monsieur le Premier Ministre,

Avec le coronavirus, la France, l'Europe et le monde doivent affronter **une crise majeure**.

Cette crise sanitaire ne vous a pas empêché de dégainer le 49-3 un samedi après-midi.

La question même du 49.3 n'est pas en cause. C'est un outil constitutionnel que nous défendons.

Ce que nous rejetons, c'est la précipitation et la brutalité de la méthode utilisée, à l'issue d'un Conseil des ministres qui devait être consacré au coronavirus, et ceci pour des raisons de pure tactique politique.

En pleine urgence sanitaire, on pensait que vous alliez **privilégier le 15** plutôt que le 49-3.

Privilégier le 15, c'était préserver un indispensable consensus national face à la menace chaque jour grandissante du coronavirus.

Privilégier le 15, c'était faire du conseil des ministres de samedi un acte fort de mobilisation nationale et non le théâtre d'une délibération secrète sur le 49-3.

Privilégier le 15, c'était choisir la politique des grandes causes sur celle des petits bras.

Monsieur le Premier ministre, en voulant masquer votre recours au 49-3 derrière le paravent du coronavirus, vous avez préféré choisir les basses manœuvres politiciennes à la grandeur gaullienne.

Parce que vous avez privilégié l'opportunisme politique à l'intérêt général, vous portez et porterez tout au long de la crise sanitaire que traverse la France, la responsabilité d'avoir ouvert un front politique au moment où la gestion de la crise sanitaire imposait une unité nationale. Unité nationale que vous aviez pourtant voulu insuffler jeudi dernier en recevant l'ensemble des présidents de groupe et de parti à Matignon.

Monsieur le Premier ministre, en cédant aux sirènes de l'instrumentalisation, vous avez choisi de mettre **le cynisme** au cœur de votre politique.

Le comble du cynisme, c'est lorsque dans les rangs de la majorité, on justifie le 49-3 par le fait qu'il fallait stopper le débat sur les retraites afin que le Gouvernement tout entier soit mobilisé sur le coronavirus.

Mais alors soyons cohérent : comment pouvez-vous en appeler à une mobilisation de tous les instants et, accepter en même temps, que votre ministre de la santé abandonne son poste en plein coronavirus ?

Pourquoi avez-vous demandé à votre Ministre de la Santé de choisir entre Paris et le coronavirus alors que vous-même refusez toujours de choisir entre votre avenir électoral et l'avenir de la France ?

Comment voulez-vous, Monsieur le Premier ministre, vous concentrer pleinement sur la gestion de la crise et, en même temps, rester candidat à la mairie du Havre ?

Monsieur le Premier ministre, je vous le dis **avec gravité et esprit de responsabilité**, quel pays au monde, touché par le coronavirus, voit son premier ministre sacrifier de son temps pour sa propre campagne électorale ? Comment le Premier ministre de la France peut-il animer des réunions publiques en pleine crise sanitaire ?

DISCOURS DE DAMIEN ABAD

MARDI 3 MARS - ASSEMBLÉE NATIONALE

Au Havre ou à Paris, ce Gouvernement privilégie les intérêts de son parti sur ceux de notre pays.

Votre mission, c'est de protéger les Français, pas d'être en campagne électorale.

Le cynisme tout comme l'amateurisme, c'est votre marque de fabrique depuis le début de cette réforme des retraites.

L'amateurisme, c'est un texte mal ficelé, bancal, lacunaire, qui met toutes les professions, ou presque, dans la rue.

L'amateurisme, c'est une concertation ratée, un calendrier précipité, un ministre remercié, un financement oublié, une loi bâclée.

Par votre cynisme et par votre amateurisme, vous avez construit une à une les fondations d'un **fiasco parlementaire** sans précédent.

Cette succession d'erreurs nous impose désormais de censurer votre Gouvernement.

Revenons sur cette chronologie d'un désastre annoncé.

En premier lieu cette concertation ratée.

18 mois de concertation pour aboutir sur un accord sur rien avec personne. **Votre double langage et votre duperie permanente**, ont rompu les fils du dialogue social et les syndicats vous ont tourné le dos.

C'est l'échec d'une méthode de concertation qui préfère les postures à l'exigence de clarté, les faux-semblants au devoir de vérité et qui cristallise les angoisses depuis des mois.

Cet échec continue puisque votre conférence de financement se délite de jour en jour, confirmant notre crainte d'un déficit explosif.

Votre Gouvernement a ensuite fait le choix de jouer sciemment la carte de la précipitation en présentant un texte en catastrophe, juste avant les élections municipales, et en ne consacrant que deux semaines à son examen dans l'hémicycle.

Comment peut-on examiner avec rigueur et sérieux une réforme aussi complexe dans un calendrier aussi contraint ?! Le prétendu nouveau monde aurait pu faire le choix d'une discussion parlementaire démocratique et sérieuse. Mais, en faisant le choix d'un **calendrier impossible**, vous avez rendu le débat impossible.

Enfin, et surtout, votre majorité est directement comptable de l'enlèvement du débat, enlèvement qu'elle a elle-même encouragé, organisé et entretenu.

Dès le départ, votre Gouvernement aurait pu appliquer **le temps législatif programmé**, pour garantir un débat de qualité, et pour vous s'assurer que ce débat irait à son terme.

Mis en place lors de la réforme constitutionnelle de Nicolas Sarkozy en 2008, le temps législatif programmé permet de limiter le nombre d'heures de débat et aurait donc évité toute obstruction parlementaire.

Encore fallait-il avoir un texte prêt, en bonne et due forme, pour respecter le délai légal de six semaines.

En refusant délibérément cette option, par amateurisme ou par cynisme, vous avez offert un boulevard à la France insoumise pour lui permettre d'appliquer sa stratégie d'obstruction !

Et surtout, vous êtes devenus **les complices de cette obstruction** insupportable aux yeux des français.

Les députés Les Républicains n'ont eu de cesse de la déplorer cette obstruction tout au long des débats.

Nous vous avons même fait **une proposition de résolution** pour sortir de l'enlisement dans lequel se trouvait votre Gouvernement.

Nous vous proposons alors de déposer un nouveau texte, complet, financé et en temps législatif programmé pour éviter toute tentative d'obstruction parlementaire. **Cette proposition, constructive et consensuelle, vous l'avez repoussée.**

DISCOURS DE DAMIEN ABAD

MARDI 3 MARS - ASSEMBLÉE NATIONALE

Avec Eric Woerth, Stéphane Viry, Thibault Bazin, Marie-Christine Dalloz et l'ensemble des députés Les Républicains, nous avons toujours **privilegié le débat de fond**, là où d'autres ont fait le choix des insultes, de l'invective ou encore des attaques personnelles.

D'un côté, vous aviez la France insoumise qui prend l'hémicycle pour un théâtre de rue où chacun se donne en spectacle, **de l'autre**, une majorité qui joue la carte de la provocation en proférant des insultes et propos d'une grande vulgarité.

Vous jouez la carte de la provocation quand votre rapporteur spécial perd complètement ses nerfs et nous reproche avec mépris de n'être rien !

Vous jouez la carte de la confusion quand le questeur en marche de l'Assemblée nationale propage, par pure démagogie, des fakes news grossières sur le coût supposé d'une journée de séance dans l'hémicycle !

Vous avez sur-joué la carte de l'obstruction, comme si M. Mélenchon, était l'épouvantail rêvé et confortable pour ressouder les rangs des macronistes en quête d'une réforme définitivement évaporée.

C'est toute l'hypocrisie de votre majorité qui n'a eu de cesse de jouer **les indignés** pour dénoncer, en public, une situation de blocage dont ils se réjouissaient en privé.

DISCOURS DE DAMIEN ABAD

MARDI 3 MARS - ASSEMBLÉE NATIONALE

Ce ping-pong oral dévastateur pour notre démocratie, cette guérilla parlementaire entre les indignés et les insoumis, n'avait qu'un seul objectif : détourner le regard des Français de l'essentiel, à savoir le contenu de la réforme des retraites. Car comme le disait le général De Gaulle, « l'essentiel est de ne jamais faire le malin, de ne pas jouer aux plus fins, de ne pas calculer. Car les habiles finissent toujours par avoir tort. » et c'est ce que nous vivons aujourd'hui.

Et votre décision de recourir au 49-3 n'est que l'issue désolante d'un débat indigne et d'une réforme ratée qui portent le sceau de votre amateurisme.

Certes, le Président de la République préfère les amateurs aux professionnels mais le paradoxe, c'est que vous êtes devenus **les professionnels de l'amateurisme !! !!**

Le cynisme, l'amateurisme mais aussi l'irresponsabilité.

Votre Gouvernement porte **la responsabilité** d'une réforme présentée **sans l'ombre du commencement d'un début de financement.**

Comment peut-on sérieusement discuter d'une réforme des retraites qui mobilise chaque année plus de 320Mds d'€ sans savoir comment elle sera financée ? 320 milliards d'euros monsieur le Premier Ministre, c'est 14% du Pib, c'est 4 500€ d'impôt annuel par Français !

Dans quel autre monde que le vôtre peut-on engager des dépenses avant d'avoir dégagé des recettes ?

Dans quelle famille, dans quelle entreprise, dans quelle collectivité, peut-on dépenser l'argent que l'on n'a pas encore ?

Pire, en présentant un texte à trou, amputé de son volet financement, et en laissant de multiples sujets essentiels à la merci d'ordonnances, vous brouillez complètement la vision d'ensemble de votre réforme !

Ceci n'est ni sérieux ni responsable.

Vous portez, ensuite, la responsabilité d'un projet de loi mal conçu, insuffisamment préparé, insuffisamment travaillé.

De grandes voix se sont élevées pour vous dire que vous faisiez fausse route : des constitutionnalistes, des éditorialistes, des acteurs socio-professionnels ou encore des juristes ont tour à tour mis en lumière l'insécurité juridique et les nombreux risques d'inconstitutionnalité qui pèsent sur que votre texte comporte.

Même le Conseil d'Etat, dont l'indépendance et la compétence ne peuvent être contestées, a rendu un avis au vitriol sur votre projet de réforme.

La juridiction administrative la plus élevée de notre pays, est sortie de sa réserve habituelle pour dénoncer « *une étude d'impact insuffisante* », « *des projections financières lacunaires* », et un recours excessif aux ordonnances !

Monsieur le Premier ministre, combien de questions sont restées sans réponse ? Avec Eric Woerth et Christian Jacob, nous vous avons formulé 49 questions qui sont restées lettre morte.

Parmi celles-ci, il y a **deux questions essentielles** que se posent légitimement tous les Français : à partir de quel âge vais-je pouvoir prendre ma retraite et quel sera le montant de ma retraite ?

Parce que votre réforme est **trop technocratique** et **trop éloignée** des préoccupations quotidiennes des Français, vous êtes incapables de répondre simplement à ces deux questions pourtant élémentaires !! !!

Cynisme, amateurisme et irresponsabilité, telles sont les trois raisons qui expliquent l'enlisement de votre réforme.

Vous vous êtes embourbés et cette non-réforme des retraites restera comme un échec cuisant pour votre majorité et pour votre Gouvernement.

C'est l'échec d'un projet de loi, mal préparé, qui cristallise toutes les angoisses !

C'est l'échec d'une concertation qui aura duré deux ans, et qui aura méprisé les partenaires sociaux !

C'est l'échec d'un haut-commissaire censé incarner la réforme et contraint finalement de démissionner.

C'est l'échec d'une réforme étatiste, égalitariste et déresponsabilisante !

C'est l'échec de votre âge pivot, cette fausse mesure d'âge hypocrite et injuste, qui devait être l'alpha et l'omega de votre réforme, et que vous avez finalement abandonné sous la pression des grévistes

C'est l'échec ensuite de la Conférence de financement, qui à peine ouverte, est déjà mort-née.

C'est l'échec de votre commission spéciale qui n'a pas pu aller à son terme.

C'est l'échec enfin de cette parodie de débat au sein de l'hémicycle, **parodie que vous poussez jusqu'à son paroxysme** lorsque vous faites croire que vous reprenez des amendements de l'opposition alors qu'ils sont uniquement rédactionnels ou accessoires !

Tous ces échecs répétés ne pouvaient aboutir qu'à une seule conclusion, le recours au 49-3.

Certes, l'utilisation du 49-3 est légale et constitutionnelle mais vous dévoyez son utilisation.

J'ai envie de dire tout ça pour ça.

Ce n'est plus la réforme des retraites, c'est la retraite des réformes.

Certes, l'utilisation du 49-3 peut être un recours quand un Gouvernement n'a pas de majorité ! Il ne doit pas être déclenché dans le seul but d'empêcher le débat.

Sur un sujet aussi fondamental que l'avenir de notre système de retraite, et alors que vous disposez d'une large majorité sur ces bancs, c'est une triste première de l'Histoire parlementaire !

Nous ne pouvons accepter qu'une réforme, que le gouvernement présente lui-même comme la plus importante de ce quinquennat, puisse **ne jamais être votée à l'Assemblée nationale**, ni en commission spéciale, ni en séance publique. C'est du jamais vu depuis la réforme constitutionnelle de 2008 !

Quelle drôle de conception de la démocratie ! Quelle étrange manière d'apaiser notre société déjà profondément facturée !

Ce 49-3 aura un coût politique : il vous fera très certainement perdre, dans un avenir proche, votre majorité absolue à l'Assemblée nationale.

Ce sera votre Waterloo politique !

La preuve en est **l'anxiété et le doute** qui ont désormais **gagné vos rangs**, certains n'hésitant pas à parler de déconvenue ou d'échec. La liste des députés Marcheurs quittant le Groupe LREM s'allonge de jour en jour.

Vous paierez au prix fort ces longs mois d'errances et d'erreurs qui auront abouti à cette réforme **profondément injuste, particulièrement couteuse, et si excessivement complexe** qu'elle n'a eu de cesse de susciter l'anxiété et l'incompréhension chez nos compatriotes.

Cette réforme des retraites, **c'est un incroyable gâchis.**

Car, ne nous y trompons pas, **les grands perdants, ce sont les Français !**

Avec votre réforme, **tout le monde y perd** : les avocats, les indépendants, les professions libérales, les mères de famille, les ouvriers aux carrières ascendantes, les agriculteurs ou encore les professeurs.

DISCOURS DE DAMIEN ABAD

MARDI 3 MARS - ASSEMBLÉE NATIONALE

Et c'est parce que nous ne voulons pas que les Français soient les grands perdants que nous avons **présenté un contre-projet** qui propose aux Français une réforme des retraites **plus juste, plus claire, plus responsable**.

Monsieur le Premier ministre, si nous présentons **une motion de propositions et non d'obstruction**, c'est parce que **nous sommes des réformateurs !**

Monsieur le Premier ministre, **la droite de Gouvernement** n'a pas à rougir de son bilan en matière de retraites.

Par trois fois, nous avons eu **le courage de réformer les retraites**, en allant jusqu'au bout du débat, malgré des oppositions toutes aussi véhémentes, et en acceptant par trois fois de nous soumettre au vote du parlement souverain sans passer par le 49-3 !

Nous avons pris nos responsabilités, **en 2003**, en alignant les durées de cotisation du public sur celui du privé.

Nous avons pris nos responsabilités, **en 2010**, en reculant de 2 ans l'âge légal de départ à la retraite

Nous avons pris nos responsabilités en étant les premiers à reconnaître la pénibilité de certaines carrières.

Nous prenons **désormais** nos responsabilités en vous proposant de manière parfaitement transparente un projet de réforme des retraites !

Sur le fond, la 1^{ère} différence fondamentale entre notre projet et le vôtre, c'est que nous faisons du maintien du niveau de pensions une ligne rouge infranchissable.

Parce que notre réforme est financée, nous pouvons garantir le niveau de pensions de chacun des retraités actuels et futurs.

La 2^{ème} grande différence entre votre projet et le nôtre, c'est **de préserver les caisses de retraites autonomes** et de respecter les spécificités des métiers en refusant un système de retraite égalitariste et déresponsabilisant.

Dans votre réforme du système universel de retraites, il y a **deux vices de départ** : celui de l'absence de financement sur lequel je ne reviens pas et celui d'une confusion entre universalité et uniformité.

Ainsi, contrairement à vous, nous pensons que l'universalité ce n'est pas l'uniformité.

Prenons **un exemple concret, celui des avocats.**

Monsieur le Premier ministre, pourquoi vouloir supprimer ce qui fonctionne et qui ne coûte pas un euro d'argent public au contribuable français ?

Les avocats ont un régime efficace, solidaire, autonome et qui fait la preuve de sa robustesse.

Pourquoi vouloir le fondre dans un régime universel si ce n'est pour faire main basse sur les 2 milliards d'euros de réserves qu'ils ont constitués, en leur faisant financer une transition vers un régime universel qu'ils ne veulent pas ?

Pourquoi un tel acharnement de votre part à mettre au pas les avocats, dont le régime extrêmement redistributif favorise les petits cabinets, et dont la caisse verse près de 100 millions d'euros chaque année au régime général ?

La 3^{ème} différence entre notre projet et le vôtre, c'est que nous assumons de **reculer l'âge légal de départ à la retraite !**

Les Français ont bien compris, que par ce que nous vivons plus longtemps, nous devons travailler un peu plus longtemps.

Nous vous proposons de **faire porter progressivement l'âge légal de départ à la retraite à 64 ans en 8 ans, et à 65 ans en 12 ans.**

Dans leur immense majorité, nos voisins ont déjà relevé leur borne d'âge de départ à la retraite à 65 ans et parfois bien au-delà.

Dire la vérité aux Français c'est leur dire que nous ne pouvons pas rester éternellement cette exception intenable héritée du socialisme !

C'est un choix difficile mais indispensable pour assurer l'équilibre de notre régime par répartition, sans baisser les pensions des retraités et sans augmenter les cotisations des actifs.

Vous faites hélas tout le contraire en augmentant brutalement les cotisations des indépendants, en doublant même les taux de cotisation des avocats modestes !

Vous faites hélas tout le contraire en créant des retraités pauvres avec un système injuste et surnois de super-décote.

Vous faites hélas tout le contraire en revoyant la méthode de calcul des pensions de retraites.

En calculant désormais la pension sur toute la carrière et non plus sur les seules meilleures années, vous allez **réduire en moyenne de 10% les retraites des salariés du privé.**

Avec ce mode de calcul, vous affaiblissez encore davantage notre ascenseur social, vous sanctionnez tous ceux qui font l'effort de s'élever durant leur carrière par leur travail et le mérite !

Votre nouveau système sera **profondément injuste** pour une aide-soignante devenue infirmière.

Il sera **profondément injuste** pour un ouvrier devenu contremaître ou pour un contremaître devenu cadre.

Il sera **profondément injuste** pour un salarié qui a gravi, un à un, tous les échelons de son entreprise.

Avec votre réforme, tous ceux qui ont connu une carrière ascendante verront leur niveau de vie décrocher brutalement sitôt qu'ils entreront en retraite.

La 4^{ème} différence entre notre projet et le vôtre, c'est que nous **refusons de faire sortir 120 000 cadres du régime de retraite par répartition**. Or, votre choix de réduire l'assiette de cotisation de 8 à 3 plafonds de la sécurité sociale va priver le futur régime de retraites universel de près de 4Md€ de ressources par an à partir de 2025 ! **C'est une folie** alors qu'il nous faudra déjà trouver 15 Mds€ supplémentaire chaque année pour équilibrer notre système de retraite, très lourdement déficitaire !

Au final, vous allez augmenter les cotisations et **surenchérir le coût du travail**.

La 5^{ème} différence entre notre projet et le vôtre, c'est que nous vous proposons de **supprimer les régimes spéciaux, en 12 ans, plutôt qu'en un demi-siècle !**

Ces régimes spéciaux, qui coûtent 6 milliards d'euros par an au contribuable, doivent être supprimés rapidement, au nom de la justice entre les Français.

Comment comprendre qu'un chauffeur de bus de la RAPT né en 1985 pourra partir à la retraite à 52 ans, en 2037, quand un chauffeur de bus de la ville d'Oyonnax, dans ma circonscription, né le même jour et faisant le même métier, devra partir à 62 ans?!

La 6^{ème} différence entre notre projet et le vôtre, c'est que **nous refusons l'arbitraire d'un système par point, intenable dans la durée.**

Quoi que vous en disiez, vous serez incapables de garantir éternellement la valeur du point ! A chaque crise économique, à chaque nouveau déclin démographique, à chaque nouvelle majorité, cette valeur du point sera nécessairement menacée.

Vous brandissez la sécurité de la loi mais vous savez parfaitement que ce qu'une loi a fait, une autre peut le défaire.

DISCOURS DE DAMIEN ABAD

MARDI 3 MARS - ASSEMBLÉE NATIONALE

Enfin, la 7^{ème} différence entre notre projet et le vôtre c'est que nous refusons qu'une réforme des retraites pénalise des millions de Français.

Or votre réforme fera un nombre incroyable de perdants, je pense à tous ceux que nous avons déjà cité mais je pense aussi aux mères de familles qui perdront leur majoration de trimestre, et qui ne pourront plus forcément bénéficier, demain, d'une retraite à taux plein.

Nous vous proposons donc de rendre notre système de retraite plus juste.

Plus juste en revalorisant les petites retraites et en instaurant dès 2020 un minimum de pension à 1000€. Ce minimum concernerait l'ensemble des retraités agricoles, y compris les retraités agricoles actuels. Contrairement à ce qu'a affirmé le Président de la République au Salon de l'agriculture, le surcoût n'est pas de 1 milliard d'euros mais de 400 millions d'euros.

Plus juste en mettant en place un régime universel de pénibilité, qui donnera droit à une année de retraite anticipée, pour 5 années de travail reconnu comme objectivement pénible par la médecine du travail.

Plus juste enfin en revalorisant chaque année l'ensemble des retraites au niveau de l'inflation, quand votre majorité a fait de la désindexation des pensions sa marque de fabrique !

Au jeu des 7 différences, c'est le **choix de la responsabilité, du courage et de la clarté** qui doit l'emporter.

Car c'est tout ce qui nous distingue de vous !

Où est la responsabilité de votre projet quand vous promettez à tour de bras des mesures de compensation sans qu'une seule d'entre elles ne soit financée ?

Où est la clarté de votre réforme quand vous êtes incapables de mettre en place un réel simulateur !

Où est le courage de votre majorité quand vous fuyez de la sorte le débat parlementaire, et la confrontation démocratique ?!

Au fond, la grande différence entre nous et vous, c'est que nous considérons que notre système de retraite n'a pas besoin d'être fracturé mais d'être réformé !

Il nécessite non pas une révolution systémique, à grand renfort de trinitroglycérine, et de déclarations tapageuses, mais une **adaptation**

DISCOURS DE DAMIEN ABAD

MARDI 3 MARS - ASSEMBLÉE NATIONALE

paramétrique, certes moins spectaculaire, mais plus juste, plus simple, et finalement plus courageuse.

Par orgueil, vous voulez faire table rase du passé, et dynamiter l'héritage du Conseil national de la Résistance.

Par pragmatisme, nous voulons le faire évoluer.

Le faire évoluer pour tenir compte de l'allongement continu de l'espérance de vie depuis 1945, de l'émergence de nouveaux métiers et de nouveaux souhaits de carrières, ainsi que du profond renversement démographique que constitue le papy-boom !

Plutôt qu'une réforme incompréhensible, dont le degré de complexité sert à masquer les lacunes et les dangers, nous avons **un projet de réforme claire, lisible, juste et responsable**.

Mes chers collègues, notre motion, c'est une motion de propositions qui présente une réforme clairement de droite des retraites.

Voilà pourquoi, dans cette Assemblée, il ne peut y avoir une quelconque **alliance des oppositions**. Nous ne soutiendrons pas la motion présentée par la gauche radicale car nous ne voulons **pas de confusion** avec ceux qui sont dans le blocage, l'obstruction et le déni de réalité.

Nous voulons au contraire **de la clarté** en affirmant nos convictions de droite dans notre motion.

DISCOURS DE DAMIEN ABAD

MARDI 3 MARS - ASSEMBLÉE NATIONALE

Aux députés de la gauche radicale et insoumise, aux députés du Rassemblement national, je dis qu'entre vous et nous, il y a une digue infranchissable, c'est **la digue de crédibilité**.

Notre motion de propositions, elle est claire : elle veut **une réforme juste et financée**.

D'ailleurs **si Madame le Pen et Monsieur Mélenchon veulent voter en faveur de notre motion**, comme ils le prétendent, cela signifie qu'ils voteront pour la suppression totale des régimes spéciaux en 12 ans et le report de l'âge légal à 64 puis 65 ans !!

Eux qui, en toute démagogie, prônent la retraite à 60 ans et le maintien des régimes spéciaux, ils devront **rendre compte de leur incohérence** devant leurs électeurs !! **L'incohérence**, voilà justement ce que rejette la seule alternance désormais possible, portée par notre Groupe des députés LR.

Dans cet hémicycle, il y a **plusieurs oppositions** mais il n'y a **qu'une seule force alternance**.

Il y a l'opposition qui n'est même pas en mesure de déposer une motion de censure. **C'est l'opposition incapable de Madame le Pen**.

DISCOURS DE DAMIEN ABAD

MARDI 3 MARS - ASSEMBLÉE NATIONALE

Il y a l'opposition qui est obligée de faire l'alliance de la carpe et du lapin pour déposer une motion de censure procédurale.

C'est l'opposition obstruction de Mélenchon.

Et il y a l'opposition qui veut incarner l'alternance en déposant une motion de propositions. **C'est l'opposition des Républicains.**

Mes chers collègues, la Droite redonne de la voix. Elle redonne de la **voix sur le terrain**, elle retrouve des **couleurs au Parlement** et elle retrouve **une place dans le cœur des Français.**

La Droite ne peut rester sans réagir face à un Gouvernement prisonnier de ces certitudes, enlisé dans l'échec et dépassé par une réforme qu'il ne maîtrise plus.

En censurant le Gouvernement, nous voulons dire **stop au cynisme**, **stop à l'amateurisme et stop à l'irresponsabilité.**

Oui, le devoir de la Droite est de censurer un Gouvernement qui navigue à vue et qui joue avec l'avenir de millions de Français.

Oui, le devoir de la Droite est de censurer **votre fausse politique d'exemplarité** qui a perdu tout crédit à mesure que les affaires se sont succédées, poussant 12 de vos ministres à la démission !

Oui, le devoir de la Droite est de censurer **votre fausse unité** qui n'est qu'un vieux souvenir alors que le mouvement des gilets jaunes a révélé l'étendue des fractures qui minent notre pays, fractures que vous n'avez eu de cesse d'accentuer.

Oui, le devoir de la Droite est de censurer **un Gouvernement faussement réformateur** qui est en train de se fracasser sur la réalité d'une réforme ratée !

L'histoire retiendra que vous **avez appauvris les retraités** Français mais que vous êtes passés à côté d'une gigantesque opportunité d'assurer l'équilibre de notre système de retraite et de le rendre plus juste.

Tout cela traduit une chose : **Que l'audace réformatrice est en train de changer de camp.**

Ce n'est pas seulement votre majorité que nous voulons censurer, ce sont surtout vos renoncements, vos lâchetés, vos trahisons.

Renoncement sur le recul de l'âge légal et la suppression des régimes spéciaux

Renoncement sur la réduction des dépenses publiques, quand la dette s'envole inexorablement.

Renoncement sur la hausse du pouvoir d'achat.

Renoncement sur la réduction de l'immigration clandestine.

Renoncement sur la baisse de la délinquance.

Lâcheté sur le communautarisme et l'islam radical.

Trahison globale de l'audace réformatrice que vous aviez revendiquée !

Alors,

plutôt que de contempler impuissant le désastre de cette réforme ratée,
plutôt que de se résigner à accepter cette baisse programmée des pensions des Français,

plutôt que se résoudre à perdre encore 2 ans avec ce Gouvernement qui a échoué,

nous vous invitons à **un sursaut démocratique** en votant cette motion de censure !

Il en va de l'honneur d'un **Parlement bafoué**, il en va de **l'avenir de notre système de retraites**, et il en va surtout **de l'intérêt de la France et des Français**.

Je vous remercie.